

Recompositions géopolitiques dans le Golfe

Pierre Razoux

16 janvier 2019

Voir également les slides « Recompositions géopolitiques dans le Golfe »

Dans la région du Golfe on assiste actuellement à l'existence de deux guerres froides parallèles et qui parfois interagissent. La première voit s'affronter les États-Unis et la Russie, la Chine cherchant à placer ses pions. La seconde, régionale, oppose l'Iran d'un côté, à Israël et l'Arabie saoudite de l'autre.

Les deux guerres froides

Les acteurs de la première n'ont pas intérêt à une confrontation armée car les pertes seraient très lourdes. Mais ils acceptent une hausse des tensions suffisante pour que les acteurs régionaux continuent d'avoir besoin d'eux. On peut comparer cet affrontement à la rencontre de deux plaques tectoniques qui se chevauchent, ce qui peut se traduire par l'apparition de zones d'affrontement. La plaque du nord est dominée par la Russie et l'Iran qui contrôlent la Syrie, l'Irak et le Liban et la plaque du sud dominée par les États-Unis avec leurs alliés : l'Arabie saoudite, Israël et les Émirats arabes unis. Cette zone veut défendre l'axe économique essentiel, la route maritime qui va de la Méditerranée à l'Asie en passant par des zones dangereuses.

La seconde guerre est régionale et oppose l'Iran d'un côté à Israël et l'Arabie saoudite de l'autre. La Turquie se trouve dans une position plus ambiguë, puisqu'elle appartient en théorie au camp de l'Ouest en tant que membre de l'OTAN, mais ne veut pas, pour autant, mécontenter l'Iran et la Russie. Chaque puissance régionale, Arabie, Israël et Iran, veut s'imposer comme nation dominante.

Ainsi les grandes puissances sont dans une logique de maintien des tensions, alors que les acteurs régionaux pourraient être tentés par l'escalade.

Quel est l'agenda géopolitique de chacun ?

États-Unis

Les États-Unis ont, depuis 40 ans, les mêmes intérêts économiques, mais les modes d'expression de ceux-ci diffèrent selon les présidences. Obama dialoguait avec les acteurs non arabes de la région : Israël, l'Iran et même la Russie. Trump, comme G.W. Bush ou Reagan, adopte une stratégie d'endiguement, en s'appuyant

sur les monarchies arabes, qui n'ont pas intérêt à dialoguer avec les pays non arabes. Trump considère que la stratégie d'endiguement ferme est bien meilleure que celle d'Obama. Mais dans les deux cas l'objectif est le même : s'assurer la liberté de circulation maritime, pour sécuriser et contrôler les flux du commerce des produits énergétiques en direction de l'Asie. Désormais, les États-Unis n'ont plus besoin pour eux-mêmes du pétrole du Moyen-Orient, alors que ceux qui en ont un besoin vital sont la Chine, le Japon, l'Inde, la Corée du sud, la Malaisie.

Il y a donc un message subliminal adressé par les États-Unis à l'Asie : nous restons présents militairement et si vous vouliez nous faire une guerre économique, nous fermerions le robinet du pétrole sur cette voie maritime qui passe par les détroits de Bab-el-Mandeb et d'Ormuz et par l'Oman (où se trouve le *hub* de Doqoum). Cet objectif n'a donc finalement pas changé depuis Reagan mais a emprunté des formes différentes comme nous venons de le rappeler.

Russie

Les intérêts stratégiques de la Russie au Moyen-Orient se traduisent par un discours offensif de la part de Poutine, sa stratégie restant néanmoins défensive. Les intérêts restent les mêmes, depuis l'effondrement de l'URSS, à savoir contenir les djihadistes en les empêchant de monter vers le nord. Il faut donc en éliminer le plus possible. De plus la Russie veut promouvoir ses intérêts énergétiques, les autres producteurs de la région cherchant à vendre leur pétrole eux aussi à l'Europe de l'Ouest. En intervenant en Syrie, les Russes veulent garder la main sur les *hubs* pétroliers de Lattaquié et de Tartous, qui ne sont pas que des bases militaires.

Ainsi aujourd'hui la bataille se déroule à front renversé : les États-Unis contrôlent l'approvisionnement du pétrole vers l'Asie alors que la Russie se préoccupe de l'approvisionnement vers la Méditerranée. Son discours vis-à-vis des pays du Moyen-Orient est : vous devez vous entendre avec nous, car vous devez passer par nous, ce qui implique d'accepter de nous verser un pourcentage sur tous les deals. La Russie cherche aussi à détacher la Turquie de ses liens avec l'Occident.

Enfin la Russie veut montrer à tous ses partenaires qu'elle est plus fiable que les pays occidentaux dont les positions changent avec les élections. La défense par Poutine de Bachar-El-Assad sans qu'il ait eu de revirement illustre bien cette ligne.

Chine

Il n'existe pas de stratégie chinoise propre au Moyen-Orient, le choix de Xi Jinping étant de pousser ses pions dans toutes les directions, dans une vision de long terme. Cette stratégie s'incarne dans l'OBOR (*One Belt One Road*). L'OBOR n'est qu'une déclinaison chinoise de la conquête du *Far West* par les États-Unis. Cette offensive vise à encercler puis isoler l'Inde, contenir le Japon et isoler les États-Unis. Cela peut prendre 30 ou 40 ans. Le Moyen-Orient se trouve au carrefour de cette route de la soie, et la Chine a intérêt à ce que les conflits dans cette région s'apaisent. Les Chinois sont prêts à apporter de gros financements pour la reconstruction, dès lors que ce sera possible. Ils sont déjà présents en Israël (voies ferrées, autoroutes), en Jordanie, en Egypte, en Irak, en Iran et même en Syrie. La stratégie chinoise au Moyen-Orient consiste donc à attendre l'apaisement des tensions.

France

La France pourrait se passer du pétrole et du gaz du Moyen-Orient actuellement. Si elle continue d'en acheter c'est pour pouvoir, en contrepartie, vendre ses produits (trains, métros, avions, armes, luxe, médicaments, agro-alimentaire). Nous avons aussi intérêt à pouvoir utiliser en toute sécurité les voies maritimes passant par la Méditerranée, la Mer rouge et l'Océan indien. De plus la France se sent très concernée par la situation d'Israël et du Liban, où vivent beaucoup de binationaux, qui, en cas de guerre, devraient être exfiltrés. Elle, comme la Chine ou l'Iran, souhaite donc l'apaisement. Elle craint l'implosion de l'Egypte, qui pourrait perturber l'accès au Canal de Suez. Cette implosion n'est pas impossible. Elle prendrait certainement la forme non pas d'une révolution (que le pouvoir réprimerait dans le sang) mais d'émeutes de la faim. Enfin la France a évidemment intérêt à contenir Daech pour l'empêcher de s'étendre vers la mer Méditerranée et vers la Mer rouge, ce qui compromettrait ses intérêts économiques et politiques.

Revenons à la ligne de fracture Iran/Arabie saoudite.

Iran

L'objectif fondamental de ce pays est d'assurer son indépendance, de ne se faire dicter sa ligne de conduite par personne. L'Iran considère qu'il n'a pas accepté d'être au ban des nations pendant des décennies pour se faire maintenant imposer sa ligne par la Russie ou la Chine. Sa mentalité est celle du village gaulois assiégé, ce que, nous Français, pouvons comprendre. De plus, le pays est fondamentalement attaché au régime existant et ce serait une illusion que de croire que la nouvelle génération, qui brûle de prendre le pouvoir, serait prête à abandonner ce régime. Qu'il s'agisse des réformateurs ou des conservateurs, ils

sont tous sur une ligne encore plus nationaliste que celle de leurs aînés, mais sans doute moins islamique. Cette tendance au renforcement du nationalisme se retrouve d'ailleurs dans tous les pays de la région. Pour autant l'Iran veut éviter à tout prix de se trouver embarqué dans une guerre avec l'Arabie saoudite, les États-Unis ou les Israéliens.

Comme les États-Unis, l'Iran met en oeuvre simultanément plusieurs politiques étrangères. Certaines sont orientées vers le Golfe et la mer Caspienne. D'autres sont dictées par des objectifs économiques, tournées vers l'Océan indien, en lien avec les nouvelles routes de la soie. De plus l'Iran appartient à l'OPEP. Enfin il est nécessaire pour les Iraniens de contrôler le chiisme dans la région. Quand, tous les 4 ans, le président vient rendre compte de son action au Guide suprême et au parlement, il leur présente le bilan de ces diverses politiques, ce qui permet au Guide de décider s'il peut lui permettre de prolonger ou non son mandat.

Arabie saoudite

Le pouvoir appartient actuellement non plus au vieux roi Salman mais à son héritier Mohammed Ben Salman (MBS) qui a transformé le mode de gouvernance. Jusque-là les décisions étaient prises non pas par un seul homme, comme maintenant, mais de façon horizontale, au sein d'une assemblée des chefs de tribus et des chefs de clans. Désormais on se trouve dans la verticalité et, à partir de son intuition d'historien, le conférencier pense qu'on se trouve peut-être dans une phase de «saddamisation» du pouvoir. Or Saddam Hussein a commis beaucoup d'erreurs en se mettant à dos ses voisins et l'on est en droit de se demander si MBS, en proie à l'*ubris*, ne fera pas la même chose.

Ce dont on peut être sûr, c'est que l'agenda stratégique de l'Arabie saoudite est toujours le même et repose sur deux impératifs : dissuader l'Iran de l'attaquer et reprendre le contrôle du Yémen le plus vite possible. Si l'Arabie saoudite est obsédée par l'Iran, l'inverse n'est pas du tout vrai, les priorités iraniennes se situant ailleurs. La reprise du contrôle du Yémen par l'Arabie saoudite est rendue nécessaire par le fait que le Yémen est le réservoir démographique du Golfe, de la péninsule arabique, et qu'il ne doit donc pas échapper à l'emprise saoudienne. Ceci est d'autant plus vrai que le Yémen est une république (et non une monarchie) et que, si le Yémen devenait une république islamique comme l'Iran, cela donnerait un très mauvais exemple à tous les pays du Golfe.

À l'agenda saoudien figurent aussi deux autres priorités. En premier lieu il est nécessaire de sécuriser les voies par lesquelles passe le pétrole (détroit de Bab-el-Mandeb et canal de Suez). De plus il faut éviter à tout prix le retour des djihadistes

depuis l'Irak et la Syrie. Si cela avait lieu le risque est qu'ils viennent s'installer dans certains territoires de l'Arabie saoudite, échappant ainsi au contrôle de MBS. Les opposants à MBS, écartés du pouvoir, ne verraient pas forcément d'un mauvais œil ce retour qui signerait son échec et ouvrirait la voie à un éventuel califat. Le risque de fragmentation ne peut donc être exclu. Dans ce cas le pouvoir salmaniste pourrait se recentrer sur une Arabie saoudite « utile » composée d'une région pétrolière, la *petroline*, allant de Al Dammâm sur le Golfe à Djeddah et Yanbou al Bahr sur la Mer rouge, zone qui engloberait aussi Riyad, Médine et la Mecque. Le contrôle sur les Émirats arabes unis et sur Bahreïn serait maintenu.

Qatar

Ce pays, marginalisé par tous, cherche à se rapprocher d'un axe Turquie-Iran, avec la bienveillance paradoxale des États-Unis. Il refuse tout alignement systématique.

Sultanat d'Oman

Le sultan, âgé et malade, a adopté jusqu'à maintenant une politique de neutralité. Son voisin saoudien souhaite qu'il abandonne cette ligne, et qu'au moment de la succession, il se rapproche d'elle et des Émirats arabes unis. Des troubles pourraient avoir lieu à ce moment là. Pour l'heure le sultanat continue de jouer le rôle du « *go between* ». Ainsi Netanyahu s'est rendu il y a un mois et demi à Oman sans doute pour y rencontrer les Iraniens. Dans le futur beaucoup se disent que le Qatar pourrait prendre la place d'Oman dans ce rôle d'intermédiaire. C'est notamment le cas de la Turquie, de l'Iran et des États-Unis. Tout le monde craint la fragmentation de l'Arabie saoudite, qui rendrait possible le redéploiement du djihadisme.

Émirats arabes unis (EAU)

Pour le secrétaire d'Etat américain James Mathis les Émirats sont la « Sparte du Golfe », ce qui signifie que, malgré sa taille réduite, ce territoire dispose d'une véritable puissance militaire. La formule a souvent été reprise par le monde diplomatique. Le prince héritier d'Abou Dhabi Mohamed Ben Zayed est celui « qui murmure à l'oreille des puissants ». Il reste discret mais mène une politique régionale très active avec deux priorités : dissuader l'Iran et combattre partout l'Islam politique des Frères musulmans. Ceux-ci comme les wahhabites et les salafistes veulent islamiser toutes les populations, mais veulent aussi créer des républiques islamiques, alors que les wahhabites et les islamistes acceptent tout régime. Les Frères musulmans représentent donc un danger pour les monarchies

et, en particulier, pour Mohamed Ben Zayed qui craint par-dessus tout que la population de son territoire soit sensible à leur message.

Les émirats sont aussi en rivalité avec Oman depuis que les Anglais ont, en 1971, donné leur indépendance aux émirats, qui se sont ainsi détachés du Sultanat d'Oman auquel ils appartenaient auparavant. Cette rivalité se voit sur le plan économique les Omanais visant la sécurité du *hub* majeur de Doqoum et les EAU se préoccupant de la sécurité du détroit de Bab-el-Mandeb et voulant étendre leur influence vers le sud (Yémen, Erythrée, Somalie, Djibouti, Océan indien).

Koweït

L'émir Sabah du Koweït fait face à beaucoup de problèmes :

- Il faut dissuader l'Irak de vouloir récupérer l'émirat, ce qu'avait tenté de faire Saddam Hussein en 1991 ;
- Il faut éviter de provoquer l'Iran ;
- Il faut garder ses distances avec l'Arabie saoudite, le Qatar et les EAU, grâce au maintien d'une présence militaire américaine ;
- Il faut afficher sa neutralité à l'égard de tous, y compris à l'égard de la Russie.

Conclusion

Le Golfe ne peut connaître la paix que si des ententes ont lieu :

- Entente entre l'Iran et l'Arabie saoudite ; elle semble encore lointaine ;
- Entente entre les États-Unis et la Russie ; elle semble maintenant acquise ;
- Entente entre la Russie, l'Iran et la Turquie ; elle existe (processus d'Astana) ;
- Entente entre Israël, la Russie et l'Iran ; le dialogue progresse un peu mais ne se fera sans doute pas avec les dirigeants actuels, Netanyahu et le Guide suprême iranien Khamenei, les deux ayant tenu depuis des années une position radicale à laquelle ils ne peuvent pas renoncer ; les élections israéliennes du printemps 2019 et la succession du Guide âgé pourraient créer les conditions d'un dialogue.

Il faut persuader les acteurs présents militairement sur le terrain d'empêcher les djihadistes de sortir de leur situation clandestine.

Le retrait de Trump de Syrie n'est pas stupide et s'explique. En premier lieu Trump l'avait dit durant sa campagne. De plus les troupes américaines se trouvant dans une situation difficile, il est logique de les retirer. Enfin par ce retrait Trump envoie un message implicite aux Russes, aux Iraniens, aux Syriens et aux Irakiens : si Daech reparait dans la région, c'est vous qui en serez responsables.

Si la paix s'instaure, la Chine en tirera certainement de gros avantages économiques dans les pays en reconstruction (Irak et Syrie). Les Kurdes seront les grands perdants, ne pouvant obtenir au mieux qu'une certaine autonomie. L'Iran et l'Arabie saoudite semblent prêts à faire baisser la tension sur le plan religieux, à abandonner le terrain de la guerre sunnite-chiite. Les Palestiniens, comme les Kurdes, seront probablement les grands perdants.

Pierre Razoux indique l'existence d'un WarGame qu'il a lui-même créé : FITNA The Global War in the Middle East : www.nutspublishing.com. Il indique également son ouvrage « La guerre Iran-Irak » coll. Tempus, Perrin.

Dans ses réponses aux questions Pierre Razoux apporte les précisions suivantes :

- Les monarchies pétrolières du Golfe savent que les pays européens, le Canada et les États-Unis n'ont plus besoin de leur pétrole, alors qu'en contrepartie elles-mêmes cherchent des protecteurs ; elles veulent donc garder de bonnes relations avec l'Occident, mais sont prêtes aussi à permettre à la Russie et à la Chine d'installer des bases ;
- Le Yémen est un enjeu crucial pour l'Arabie saoudite, notamment en tant que réservoir démographique, comme cela a été indiqué dans l'exposé ; dans la guerre que mène l'Arabie saoudite contre les houthis, le discours officiel des saoudiens ne correspond pas à l'histoire, car, de 1962 à 1988 (date de la réunification des deux Yémen), les saoudiens s'entendaient très bien avec eux, malgré leur chiisme qui remonte à 14 siècles ; le conflit actuel n'est donc qu'un conflit de suprématie sur la péninsule, l'Iran utilisant ce moyen de pression (aider les houthis) pour forcer l'Arabie

saoudite à trouver un deal avec lui ; si ce deal est trouvé l'Iran laissera tomber les houthis ;

- En Turquie Erdogan est en situation délicate ; il veut rester au pouvoir jusqu'en 2023, empêcher à tout prix que les Kurdes accèdent à l'indépendance et transformer son pays en une république islamique ; il est convaincu qu'il est plus facile de s'entendre avec la Russie ou l'Iran qu'avec les occidentaux ;
- L'Union européenne est la grande absente du jeu géopolitique du Moyen-Orient, car elle n'a aucune vision donc aucune stratégie au niveau de l'union ; pris individuellement les pays européens ont d'autres préoccupations et d'autres priorités ; certains pays n'ont aucune vision sur les choix stratégiques à adopter dans le Golfe ; en particulier le Royaume-Uni doit, avant tout, tenter de régler la question du Brexit, et, après le « *no way* » de Trump adressé à Theresa May, va sans doute tenter de reprendre la route du grand large pour chasser économiquement sur des territoires lointains, l'Inde, la Chine, l'Australie, retrouvant ainsi sa vocation historique de pirate des mers ;
- L'Iran et Israël ont toutes les raisons de s'entendre mais les relations personnelles entre les dirigeants des deux pays restent très mauvaises ;
- La présence d'une crise financière en Iran ne peut que réjouir Trump qui veut ainsi montrer que ceux qui lui résistent le paient cher économiquement ; en Iran cette crise tend les relations au sein du pays et la jeune génération qui a envie de prendre le pouvoir n'est pas forcément mécontente du fait que cette crise puisse affaiblir la vieille garde ; mais les États-Unis comme l'Arabie saoudite ne gagneraient rien à un changement du personnel politique, la relève se montrant certainement encore plus nationaliste que leurs aînés ;
- Les printemps arabes n'ont pas réussi à faire évoluer les régimes, sauf en Tunisie, laboratoire de démocratie ; la France aurait intérêt à protéger la Tunisie pour lui permettre de préserver son système ;

- Les démographies sont très différentes selon les pays ; l’Egypte est caractérisée par une démographie galopante que le président cherche à limiter, chaque communauté qui vit dans ce pays visant à défendre son identité par le nombre ; en Iran l’objectif de limitation des naissances est entré dans les comportements des habitants des grandes villes ; en Arabie saoudite MBS laisse la natalité évoluer spontanément ;
- Les sanctions de Trump à l’égard de l’Iran résultent en grande partie de l’humiliation que ce pays a fait subir aux États-Unis en 1979, 1980 et 1986 ; mais ces sanctions ne freinent pas totalement les exportations iraniennes de pétrole puisque l’Iran peut vendre à certains pays, notamment la Chine et l’Inde ; ce choix de Trump correspond probablement au fait qu’en ne limitant pas trop fortement l’offre mondiale d’or noir il veut limiter la hausse du prix du pétrole pour que les utilisateurs américains ne soient pas pénalisés, sans pour autant provoquer le mécontentement des compagnies pétrolières ; un prix compris entre 60 et 80 dollars le baril semble être l’objectif du président américain ; il faut aussi tenir compte, dans cette stratégie, de la Russie (qui souhaite un prix le plus haut possible) et de la Chine (qui souhaite un prix le plus bas possible).